

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

### Décret conférant l'honorariat (administration générale).

Par décret du Président de la République en date du 2 juillet 1973, l'honorariat de son grade est conféré à M. Claverie (Edgard-Joseph), administrateur en chef de classe exceptionnelle des affaires d'outre-mer, en retraite.

## JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

### Dispositions relatives à l'attribution des brevets d'Etat de moniteur de football, d'entraîneur de football et d'entraîneur-instructeur de football.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique et sportif et les écoles où s'exerce cette profession ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu le décret n° 73-443 du 20 avril 1973 relatif aux attributions de M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 24 avril 1973 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 1972 portant application du décret n° 72-490 du 15 juin 1972,

#### Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Nul ne peut enseigner le football contre rémunération s'il n'est titulaire des brevets d'Etat de moniteur de football, d'entraîneur de football ou d'entraîneur-instructeur de football créés par le présent arrêté.

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### Formalités d'inscription et composition des jurys.

Art. 2. — Les candidats aux épreuves des examens spécifiques institués par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté en application de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 75-490 du 15 juin 1972 susvisé sont tenus de satisfaire aux conditions suivantes lors de leur inscription :

1° Etre âgé de vingt ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen pour se présenter aux épreuves spécifiques du brevet d'Etat de moniteur de football ;

2° Etre âgé de vingt-cinq ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen et titulaire depuis deux ans au moins du brevet d'Etat de moniteur de football pour se présenter aux épreuves du brevet d'Etat d'entraîneur de football ;

3° Etre âgé de trente ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen et titulaire depuis quatre ans au moins du brevet d'Etat d'entraîneur de football pour se présenter aux épreuves du brevet d'Etat d'entraîneur-instructeur de football.

Art. 3. — Pour faire acte de candidature aux épreuves des brevets d'Etat créés par le présent arrêté, les intéressés doivent adresser au directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs, deux mois au moins avant la date fixée pour l'examen, un dossier comprenant obligatoirement les pièces suivantes :

1° Une demande d'inscription aux épreuves du brevet d'Etat, accompagnée de deux photographies d'identité. Cette demande devra être manuscrite et formulée par le candidat sur papier libre ;

2° Un extrait d'acte de naissance ou une fiche d'état civil datant de moins de trois mois ;

3° Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;

4° Un certificat médical d'aptitude du candidat à la pratique du football de compétition ;

5° Une copie certifiée conforme ou une photocopie du brevet d'Etat de moniteur de football pour s'inscrire aux épreuves du brevet d'Etat d'entraîneur-inspecteur de football ;

6° Une copie certifiée conforme ou une photocopie du brevet d'Etat d'entraîneur de football pour s'inscrire aux épreuves du brevet d'Etat d'entraîneur-instructeur de football ;

7° Une autorisation parentale pour les candidats n'ayant pas atteint la majorité légale ;

8° Un engagement rédigé sur papier libre de participer aux stages dont les modalités de passage seront fixées par voie d'arrêtés ;

9° Une copie certifiée conforme ou une photocopie du brevet de secourisme de la protection civile.

Art. 4. — Délégation provisoire est accordée à la fédération française de football dans les conditions prévues par l'article 1<sup>er</sup> (2°, a) de la loi du 6 août 1963 et par l'article 5 de l'arrêté du 30 juillet 1965 pour assurer le déroulement pratique des épreuves de formation spécifique propre au football prévue à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 72-490 du 15 juin 1972 susvisé.

Art. 5. — Les jurys chargés d'examiner les candidats aux épreuves spécifiques de football des brevets d'Etat visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté seront composés des personnes suivantes, désignées par le ministre chargé des sports :

1° Le ministre chargé des sports ou son représentant, président ;

2° Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant ;

3° Le président de la fédération française de football ou son représentant ;

4° Le directeur technique national du football ou son représentant ;

5° Deux entraîneurs nationaux (pour les brevets d'Etat d'entraîneur de football et d'entraîneur-instructeur de football) ou un entraîneur-instructeur et un conseiller technique régional (pour le brevet d'Etat de moniteur de football) ;

6° Un arbitre de football ;

7° Un membre de la commission technique fédérale ou son représentant ;

8° Un entraîneur-instructeur de football, assisté de trois entraîneurs-instructeurs de football (ou d'entraîneurs de football pour le brevet d'Etat de moniteur de football).

Les jurys ne peuvent délibérer valablement que si les deux tiers au moins des membres sont représentés.

#### TITRE II

##### Nature des épreuves.

Art. 6. — Les candidats aux brevets d'Etat de moniteur de football, d'entraîneur de football et d'entraîneur-instructeur de football devront satisfaire à des épreuves écrites et orales faisant partie d'un tronc commun à l'ensemble des disciplines sportives, tel qu'il est prévu dans le cadre de la formation commune établie par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 72-490 du 15 juin 1972 susvisé et l'arrêté d'application du 5 décembre 1972.

Ces épreuves sont indépendantes de celles prévues dans le cadre de la formation spécifique et peuvent être présentées à des sessions différentes.

Art. 7. — Les candidats au brevet d'Etat de moniteur de football devront satisfaire à :

1° Des épreuves écrites portant :

- a) Sur les aspects tactiques et techniques du football (durée : deux heures ; coefficient 2) ;
- b) Sur les lois du jeu et l'organisation du football (durée : deux heures ; coefficient 1).

2° Des épreuves techniques et pédagogiques comprenant :

- a) Une épreuve technique (coefficient 8) ;
- b) Une épreuve tactique et pédagogique (coefficient 6) ;
- c) Une épreuve de préparation athlétique comportant une démonstration (coefficient 3).

Les candidats ayant obtenu pour l'ensemble de ces épreuves une note moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 sont proposés à l'admission au brevet d'Etat de moniteur de football, subordonnée à la réussite aux épreuves de la formation commune instituée par le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 susvisé.

Les candidats ayant obtenu pour l'ensemble de ces mêmes épreuves une note moyenne générale égale ou supérieure à 12 sur 20 sont seuls autorisés à faire acte de candidature aux épreuves spécifiques du brevet d'Etat d'entraîneur de football.

Art. 8. — Les candidats au brevet d'Etat d'entraîneur de football devront satisfaire à :

1° Des épreuves écrites portant :

- a) Sur les aspects tactiques et techniques du football (durée : trois heures ; coefficient 2) ;
- b) Sur l'organisation, la réglementation et l'administration du football (durée : deux heures ; coefficient 1).

2° Des épreuves techniques et pédagogiques comprenant :

- a) Une démonstration technique (coefficient 6) ;
- b) Une épreuve tactique et pédagogique (coefficient 4) ;
- c) Un travail pratique dans le groupe (coefficient 3) ;
- d) Une épreuve pratique se rapportant à des problèmes d'entraînement (coefficient 2) ;
- e) Une épreuve de préparation athlétique (coefficient 2) ;
- f) Un entretien avec le jury sur les activités exercées par le candidat comme joueur et éducateur (coefficient 2).

Les candidats ayant obtenu pour l'ensemble de ces épreuves une note moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 sont proposés à l'admission au brevet d'Etat d'entraîneur de football, subordonnée à la réussite aux épreuves de la formation commune instituée par le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 susvisé.

Les candidats ayant obtenu pour l'ensemble de ces mêmes épreuves une note moyenne générale égale ou supérieure à 14 sur 20 sont seuls autorisés à faire acte de candidature aux épreuves spécifiques du brevet d'Etat du troisième degré d'entraîneur-instructeur.

Art. 9 — Les candidats au brevet d'Etat d'entraîneur-instructeur de football devront satisfaire à :

1° Une épreuve technique comportant un exposé suivi d'une démonstration ayant trait à la formation des cadres (coefficient 1) ;  
2° Une épreuve pédagogique comportant l'organisation et la présentation d'une séance de perfectionnement des cadres (coefficient 1) ;

3° Une épreuve tactique tendant à mettre en lumière la connaissance du jeu des candidats (coefficient 1) ;

4° Un entretien avec le jury sur les activités et les expériences acquises par le candidat comme joueur et éducateur de football (coefficient 1).

Les candidats ayant obtenu pour l'ensemble de ces épreuves une note moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 sont proposés à l'admission au brevet d'Etat d'entraîneur-instructeur de football subordonnée à la réussite aux épreuves de la formation commune instituée par le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 susvisé.

### TITRE III

#### Conditions d'exercice.

Art. 10. — Le brevet d'Etat de moniteur de football autorise son titulaire à enseigner le football aux joueurs exerçant leur activité dans des équipes classées hiérarchiquement au-dessous du niveau supérieur des ligues régionales ainsi qu'aux joueuses de tous niveaux.

Le brevet d'Etat d'entraîneur de football autorise son titulaire à enseigner le football aux joueurs exerçant leur activité dans des équipes classées hiérarchiquement au-dessous de la division II.

Le brevet d'Etat d'entraîneur-instructeur de football autorise son titulaire à enseigner le football aux joueurs de toutes catégories, y compris à ceux exerçant leur activité dans les sections professionnelles d'associations sportives.

Art. 11. — Par mesure dérogatoire, le club accédant à la division supérieure de ligue peut être autorisé à ne pas utiliser les services d'un entraîneur durant l'année suivant son accession.

De la même manière, le club accédant à la division II peut être autorisé à ne pas utiliser les services d'un entraîneur-instructeur durant la saison sportive suivant son accession.

Art. 12. — L'entraîneur ou l'entraîneur-instructeur de football sous contrat dans un club de division I, II ou III ne peut exercer aucune activité de joueur en équipe fanion pendant la durée dudit contrat, ni au sein du même club pendant un délai d'un an suivant sa date de rupture ou de résiliation.

L'entraîneur-instructeur de football sous contrat dans un club de division supérieure de ligue ne peut exercer aucune activité de joueur dans l'équipe fanion du club avant d'avoir atteint trente ans.

Art. 13. — Les titulaires du brevet d'Etat d'entraîneur-instructeur peuvent seuls assurer l'encadrement technique des stages de formation et de recyclage réservés aux entraîneurs et entraîneurs-instructeurs de football.

### TITRE IV

#### Dispositions générales.

Art. 14. — Les épreuves des brevets d'Etat visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 5 sur 20 peut être déclarée éliminatoire après délibération spéciale du jury. Les copies d'examen sont soumises à une double correction. Un médecin devra, pour des raisons de sécurité, assister au déroulement des épreuves techniques et pédagogiques.

Art. 15. — Le candidat est déclaré définitivement admis avec l'une des mentions suivantes :

Passable, quand le candidat a obtenu à l'examen une note moyenne égale à 10 et inférieure à 12 sur 20 ;

Assez bien, quand le candidat a obtenu à l'examen une note moyenne égale à 12 et inférieure à 14 sur 20 ;

Bien, quand le candidat a obtenu à l'examen une note moyenne égale à 14 et inférieure à 16 sur 20 ;

Très bien, quand le candidat a obtenu à l'examen une note moyenne égale ou supérieure à 16 sur 20.

Art. 16. — En aucun cas un candidat ne peut se présenter à plus d'une session par an.

Art. 17. — Les épreuves du tronc commun et celles de l'option spécifique peuvent être présentées à des sessions différentes, sous réserve des dispositions de l'article 16 susvisé.

Art. 18. — Sur proposition des jurys, le ministre chargé des sports arrête la liste des candidats définitivement admis aux épreuves de la formation spécifique prévue par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 72-490 du 15 juin 1972.

Art. 19. — La liste des diplômes figurant au tableau A annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisé est complétée par les brevets de moniteur de football, d'entraîneur de football et d'entraîneur-instructeur de football créés par le présent arrêté.

Art. 20. — Les dispositions prévues par l'arrêté du 24 mai 1966 (*Journal officiel* du 12 août 1966) portant création des brevets d'Etat d'initiateur de football, de moniteur de football, d'entraîneur de football et d'entraîneur-instructeur de football, modifiées par les arrêtés du 1<sup>er</sup> avril 1969 (*Journal officiel* du 6 mai 1969) et du 14 janvier 1971 (*Journal officiel* du 16 février 1971), sont abrogées.

Art. 21. — Les titulaires du brevet d'Etat d'initiateur de football, créé par l'arrêté du 24 mai 1966 (*Journal officiel* du 12 août 1966) conservent le droit d'enseigner le football contre rémunération aux jeunes : poussins, pupilles, minimes et cadets. Les titulaires des brevets d'Etat de moniteur de football, d'entraîneur de football et d'entraîneur-instructeur de football bénéficient de plein droit de l'équivalence des titres correspondants créés par le présent arrêté.

Art. 22. — La fédération française de football est chargée de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de l'activité effective des moniteurs de football, des entraîneurs de football et des entraîneurs-instructeurs de football au sein des associations sportives avec lesquelles un contrat a été signé et dûment enregistré (contrôle des conseillers techniques régionaux, signature de la feuille de match par l'entraîneur ou l'entraîneur-instructeur de football, etc.).

Art. 23. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1974.

Art. 24. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 juin 1973.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur de l'éducation physique et des sports,  
MARCEAU CRESPIN.

## MINISTRE DE LA JUSTICE

### Décret portant nomination de magistrats.

Par décret du Président de la République en date du 9 juillet 1973, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature :

M. Fautrel (Bernard), premier juge au tribunal de grande instance de Lille, est nommé vice-président audit tribunal, en remplacement de M. Deglin.

M. Fautrel (Bernard), vice-président au tribunal de grande instance de Lille, est chargé, pour trois ans, du service du tribunal d'instance de Lille.

Mme Chapoux (Irène), épouse Bononi, juge au tribunal de grande instance de Lille, est nommée premier juge audit tribunal, en remplacement de M. Fautrel.

La dispense prévue à l'article 13 du décret n° 58-1281 du 22 décembre 1958 en cas de parenté ou d'alliance entre membres d'une même cour et d'un même tribunal est accordée à M. Walter Bononi, premier substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Lille, et à Mme Irène Chapoux, épouse Bononi, premier juge audit tribunal.

### Régies d'avances et de recettes.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes des organismes publics, et notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du 23 mars 1966 portant création de régies d'avances et de recettes auprès d'établissements et services d'éducation surveillée d'Etat ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 1966 modifiant le premier alinéa de l'arrêté du 23 mars 1966 ;

Vu l'arrêté du 11 décembre 1972 portant création de l'internat spécial d'éducation surveillée à Bar-le-Duc au lieudit La Fédération (Meuse) ;

Vu l'arrêté du 13 juin 1961 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est institué auprès de l'internat spécial d'éducation surveillée à Bar-le-Duc, au lieudit La Fédération (Meuse), une régie d'avances pour le paiement des dépenses prévues aux articles 1<sup>er</sup> des arrêtés du 23 mars 1966 et du 19 décembre 1966 et une régie de recettes pour l'encaissement des produits prévus à l'article 4 de l'arrêté du 23 mars 1966.

Art. 2. — Les pièces justificatives de dépenses payées au moyen de l'avance ainsi que les recettes encaissées seront remises par le régisseur au comptable assignataire dans le délai d'un mois à compter de la date des opérations.